



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 17 – 6 au 19 septembre 2021

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement présente son projet de réforme du cadre réglementaire applicable aux données

Economie numérique et régulation

- Le président de la commission sur l'*Online Safety Bill* se positionne en faveur d'une identification en ligne renforcée
- Les ministres en charge des sujets numériques ont été affectés par le remaniement

Télécommunications et réseaux

- Le ministère de l'économie demande l'ouverture d'une enquête sur le rachat du fabricant gallois de graphène *Perpetuus* par le groupe chinois *Taurus International*
- Selon le journal *The Times*, *Huawei* aurait « infiltré » un centre de recherche de l'université de Cambridge
- Le ministère du numérique lance une compétition de 4 M£ pour développer l'usage de mobilier urbain public pour le déploiement de la 5G
- Le ministre des médias annonce de nouvelles règles pour protéger l'audiovisuel public

Données et intelligence artificielle

- L'*Information Commissioner's Office* souhaite réformer l'usage des *cookies* dans le cadre du G7

Nouvelles technologies

- Des universitaires définissent quatre conditions pour faire du RU « une superpuissance scientifique »
- Les Emirats Arabes Unis s'engagent à investir 10 Md£ au RU, notamment dans les nouvelles technologies

Ecosystème tech

- La liste des entreprises dont les emprunts ont été convertis en actions dans le cadre du *Future Fund* a été publiée

- [Rapport : UK Megadeals, Past, Present and Future, Beauhurst, Shoosmiths, Septembre 2021](#)
- [Rapport : Harnessing technology for the long-term sustainability of the UK's healthcare system, Council for Science and Technology, Government Office for Science, Août 2021](#)
- La *Financial Conduct Authority* lance les candidatures pour la deuxième édition de la *Digital Sandbox*, axée sur le développement durable
- Le chancelier de l'Échiquier a organisé la première édition du *Treasury Connect*, réunissant des personnalités de la tech britannique

Fait marquant : Le gouvernement présente son projet de réforme du cadre réglementaire applicable aux données

Le *Department for Digital, Culture, Media and Sport* (DCMS) a publié le 10 septembre un document, soumis à consultation jusqu'au 19 novembre, présentant le projet de réforme du régime britannique de protection des données. Cette réforme s'inscrit dans la mission 2 (assurer un régime de données pro-croissance et sûr) de la [National Data Strategy](#), publiée il y a un an avec pour ambition de faire du RU « la première économie de données au monde ». Le document de 146 pages, intitulé [Data: a new direction](#), décrit cinq objectifs :

- 1) Soutenir l'innovation et la concurrence pour stimuler la croissance économique,
- 2) Maintenir des normes élevées en matière de protection des données, sans créer d'obstacles inutiles à leur utilisation responsable,
- 3) Suivre l'innovation en matière de technologies à forte intensité de données,
- 4) Aider les entreprises innovantes de toute taille à utiliser les données de manière responsable, sans risque excessif, tant au RU qu'à l'étranger,
- 5) Veille à ce que l'*Information Commissioner's Office* (ICO - équivalent de la CNIL) soit suffisamment équipé en outils réglementaires.

Le gouvernement semble chercher une troisième voie entre un respect strict du RGPD européen et une divergence radicale, qui pourrait coûter au R-U une révocation de la décision de la Commission d'adéquation sur les données. L'objectif est de tirer profit de la « *data dividend* » du Brexit, en atteignant des standards similaires de protection des données avec des outils réglementaires différents. Le document décrit toutefois des évolutions qui pourraient faire sensiblement diverger le régime de protection des données britannique des standards européens, notamment sur les points suivants :

- La suppression de l'obligation de supervision humaine sur les décisions automatisées produites par des outils d'intelligence artificielle, actuellement imposée par l'article 22 du RGPD. Cette mesure a été notamment mentionnée dans le [rapport](#) du groupe de travail *TIGGR*, publié en juin et visant à « saisir les opportunités du Brexit ».

- L'extension de la liste « d'intérêts légitimes », au nom desquels les organisations ne sont pas obligées d'obtenir un consentement explicite pour la collecte de données personnelles (par exemple, à travers l'usage de *pop-ups* pour les *cookies*). Cette liste inclurait notamment l'utilisation de données à des fins de recherche ou d'innovation commerciale.
- L'autorisation du traitement de données de santé par des organisations publiques et privées en cas d'intérêt public substantiel en matière de santé publique ou d'autre urgence, sans l'obligation, imposée par l'article 9 du RGPD, d'une supervision par des professionnels de santé. Cette mesure s'inscrit dans la volonté du gouvernement de renforcer l'usage des données de santé, qui a, selon lui, « porté ses fruits » lors de la crise du Covid-19.
- L'attribution de nouveaux pouvoirs au secrétaire d'Etat du DCMS, qui serait notamment chargé de préparer des déclarations des priorités stratégiques gouvernementales, censées « influencer les priorités réglementaires » de l'ICO, et aurait le pouvoir d'initier une évaluation des activités et de la performance de ce dernier. Une telle évolution pourrait être de nature à remettre en question l'indépendance du régulateur des données, telle que définie dans l'article 52 du RGPD.

🌐 Economie numérique et régulation

1 Le président de la commission sur l'*Online Safety Bill* se positionne en faveur d'une identification en ligne renforcée

Damian Collins, président de la commission parlementaire chargé d'évaluer l'*Online Safety Bill* (projet de loi sur les contenus préjudiciables en ligne), s'est positionné selon le journal [The Times](#) en faveur d'une meilleure vérification de l'identité des utilisateurs de réseaux sociaux, au moment de leur inscription. Selon lui, elle permettra de renforcer la lutte contre les insultes racistes en ligne, qui proviennent souvent de comptes anonymes, rendant plus difficiles les enquêtes policières. Damian Collins souhaite « mettre fin à l'anonymat absolu et faire en sorte que les entreprises technologiques disposent de suffisamment d'informations pour identifier les personnes en cas de demande des forces de l'ordre ». La vérification de l'âge en ligne permettrait également de mieux protéger les mineurs contre les contenus inappropriés ; l'*Online Safety Bill* prévoit seulement que les entreprises utilisent une série d'outils qui "pourraient" inclure une telle vérification. Dame Rachel de Souza, commissaire à l'enfance pour l'Angleterre, a quant à elle proposé au gouvernement d'envisager d'autres mesures législatives, notamment en rétablissant la loi proposée en 2017 sur la vérification de l'âge pour les sites pornographiques et en chargeant l'*Ofcom* (régulateur des télécommunications) de produire un code de pratique pour les entreprises de réseaux sociaux.

2 Les ministres en charge des sujets numériques ont été affectés par le remaniement

A la suite du remaniement ministériel, annoncé par Boris Johnson le 15 septembre, Nadine Dorries a remplacé Oliver Dowden (nommé président du parti conservateur) au poste de Secrétaire d'Etat du *Department for Digital, Culture, Media and Sport* (DCMS), tandis que John Whittingdale et Matt Warman quittent respectivement leurs postes de ministre chargé des médias et ministre chargé des infrastructures numériques. Julia Lopez, qui était responsable du gouvernement numérique au *Cabinet Office*, a quant à elle rejoint le DCMS en tant que ministre d'Etat, bien que son portefeuille doive encore être confirmé.

📡 Télécommunications et réseaux

1 Le ministère de l'économie demande l'ouverture d'une enquête sur le rachat du fabricant gallois de graphène *Perpetuus* par le groupe chinois *Taurus International*

Le secrétaire d'Etat du BEIS (*Department for Business, Energy and Industrial Strategy*), Kwasi Kwarteng, a [demandé](#) le 5 septembre – par la publication d'une [public interest intervention notice](#) – à l'autorité de la concurrence britannique (*Competition and Markets Authority* – CMA) d'examiner le projet de rachat du groupe *Perpetuus* par *Taurus International*, ou toute autre société associée au Dr Zhongfu Zhou, au titre de la sécurité nationale. *Perpetuus* est un fabricant de graphène et de nanotubes de carbone, des « super-matériaux » innovants, conducteurs électriques et particulièrement résistants, qui ont des applications dans des domaines variés (télécommunications, médecine et défense, notamment). L'entreprise, qui possède trois sites au Pays des Galles et emploie 14 personnes sur celui destiné à la production de graphène, produit selon le ministère de l'économie « près d'un quart des biens et services liés au plasma de graphène au Royaume-Uni », et constitue donc un actif stratégique national. Le gouvernement était déjà intervenu il y a deux mois pour ouvrir une enquête au titre de la sécurité nationale sur le rachat du fabricant de semi-conducteurs *Newport Wafer Fab* par *Wingtech*. La CMA a jusqu'au 7 février 2022 pour publier ses recommandations sur la transaction *Perpetuus / Taurus International*.

2 Selon le journal *The Times*, *Huawei* aurait « infiltré » un centre de recherche de l'université de Cambridge

Une enquête menée par [The Times](#) a révélé des liens forts entre *Huawei* et un des centres de recherche de la *Judge Business School* de l'Université de Cambridge, le [Cambridge Centre for Chinese Management](#) (CCCM). Selon le journal, trois des quatre directeurs de ce centre sont liés à l'entreprise de télécommunications (accusée de collusion avec le parti communiste chinois par la commission de défense du Parlement), et son porte-parole est un ancien vice-président de *Huawei*, qui recevrait « une allocation spéciale du conseil d'Etat chinois », récompensant les experts les plus estimés par le parti. De nombreux députés ont exprimé leurs préoccupations face à cette « influence académique chinoise », dont l'ancien chef du parti conservateur, Sir Iain Duncan Smith, qui a appelé le gouvernement à « lancer une

enquête sur la dépendance du Royaume-Uni vis-à-vis de la Chine, dans une série d'institutions et d'entreprises ».

3 Le ministère du numérique lance une compétition de 4 M£ pour développer l'usage de mobilier urbain public pour le déploiement de la 5G

Le *Department for Digital, Culture, Media and Sport* (DCMS – en charge du numérique) a [lancé](#) le 9 septembre une [compétition](#) (la date limite pour les candidatures est fixée au 18 novembre) qui allouera 4 M£ à des projets pilotes visant à utiliser le mobilier urbain pour le déploiement de la 5G. L'objectif est de simplifier et accélérer l'utilisation par les opérateurs de téléphonie mobile des bâtiments publics et infrastructures en bordure de route - comme les feux de signalisation - pour y installer des équipements 5G. Les projets encourageront la collaboration sur des plate-formes numériques de données entre autorités locales et opérateurs, afin de permettre à ces derniers d'obtenir plus facilement des informations sur le mobilier urbain public (comme ses dimensions ou sa localisation). Son utilisation permettrait de déployer des équipements 5G à moindre coût, plus rapidement et avec un impact visuel moindre qu'en cas d'installation de nouveaux pylônes.

4 Le ministre des médias annonce de nouvelles règles pour protéger l'audiovisuel public

Dans un [discours](#) à la *Royal Television Society Cambridge Convention* le 15 septembre, l'ancien ministre des médias John Whittingdale a annoncé la mise en place de nouvelles [règles](#) destinées à protéger les chaînes de l'audiovisuel public britannique (*public service broadcasters* - PSBs). Elles visent notamment à assurer la création par les PSBs de contenu « distinctivement britannique » – mettant en avant notamment le mode de vie et les références britanniques – afin d'éviter « la dilution de la créativité britannique » des programmes TV. Par ailleurs, elles créeront des obligations applicables aux plate-formes numériques de télévision (comme les *Smart TV*), qui seront légalement tenues de diffuser des contenus de radiodiffuseurs publics. De plus, les services de radiodiffusion publique à la demande (tels que *BBC iPlayer*) devront être facilement trouvables sur les pages d'accueil de ces plate-formes, afin de bénéficier de la même visibilité que les géants américains du streaming. Ces mesures seront intégrées au *Broadcasting White Paper*, qui devrait être publié à l'automne.

🌐 Données et intelligence artificielle

1 L'Information Commissioner's Office souhaite réformer l'usage des cookies dans le cadre du G7

Selon un article du [Financial Times](#), l'Information Commissioner's Office (équivalent de la CNIL) souhaite convaincre les régulateurs des données des membres du G7 de remplacer les

cookies par un système moins intrusif. Les cookies sont des morceaux de code placés dans le navigateur d'un utilisateur, permettant de tracer ses visites de sites internet, notamment pour aider les annonceurs à cibler les publicités personnalisées. Le consentement à leur usage se fait principalement via des « pop-ups » qui, selon l'Information Commissioner Elisabeth Denham, provoquent une lassitude et conduisent les utilisateurs à accepter davantage de transferts de données qu'ils ne le souhaiteraient. L'alternative proposée consisterait à ce que les utilisateurs puissent définir leurs préférences en matière de traçage « une fois pour toutes », directement dans les réglages du navigateur.

📍 Nouvelles technologies

1 Des universitaires définissent quatre conditions pour faire du RU « une superpuissance scientifique »

Un [article](#) de *Nature Index* (base de données d'articles de recherche) liste les quatre mesures que devrait prendre, selon les universitaires interrogés, le gouvernement britannique pour atteindre son objectif de « superpuissance scientifique », mentionné à plusieurs reprises dans diverses stratégies (sécurité nationale, innovation, etc.) :

- 1) Des engagements budgétaires : si le gouvernement s'est engagé dans le budget 2020 à doubler ses dépenses annuelles de R&D d'ici 2024, les universités et organismes d'innovation appellent à davantage de visibilité sur le calendrier d'accès aux financements.
- 2) Assurer le *levelling up* : l'agence publique d'innovation *UK Research and Innovation* devrait homogénéiser les [montants](#) alloués par région, Londres attirant pour l'instant la majorité des financements.
- 3) Faciliter l'accès aux liquidités : afin de renforcer les partenariats entre industrie et universités, la procédure d'attribution des bourses aux universitaires devrait être facilitée et accélérée.
- 4) Une politique migratoire ouverte : maintenir et renforcer les mesures actuelles de visas pour chercheurs, notamment étendre de 2 à 5 ans la période pendant laquelle les étudiants peuvent rester travailler après l'obtention de leur diplôme.

2 Les Emirats Arabes Unis s'engagent à investir 10 Md£ au RU, notamment dans les nouvelles technologies

Le [UK Office for Investment](#) (créé en novembre 2020 afin d'attirer les investissements étrangers au RU) et le fonds souverain *Mubadala*, basé à Abou Dhabi, ont [annoncé](#) le 16 septembre la signature d'un accord sur l'élargissement du *UAE-UK Sovereign Investment Partnership* (partenariat d'investissement [lancé](#) en mars, avec un premier engagement de 800 M£ par *Mubadala* et 200 M£ par le Royaume-Uni dans le domaine scientifique). Sur les cinq prochaines années, les Emirats Arabes Unis s'engagent à investir 10 Md£ dans les secteurs britanniques de la technologie, des infrastructures et de la transition énergétique, désignés

par le directeur général de *Mubadala* comme « au cœur de la croissance économique des deux nations ». Ce dernier a également indiqué au *Financial Times* que les EAU avaient déjà investi 1,1 Md£ dans des fonds et entreprises britanniques dans les 6 derniers mois, dont 500 M£ dans le groupe de d'infrastructures de télécommunications *CityFibre*.

Ecosystème tech

1 La liste des entreprises dont les emprunts ont été convertis en actions dans le cadre du *Future Fund* a été publiée

La *British Business Bank* a publié la [liste](#) (qui sera mise à jour à la fin de chaque trimestre financier) des 158 entreprises dans lesquelles le *Future Fund* détient une participation depuis le 31 août 2021. Pour rappel, le *Future Fund* était un fonds de soutien aux start-ups mis en place en mai 2020, destiné à maintenir les levées de fonds en période de crise par l'octroi d'emprunts financés par l'Etat qui, s'ils ne sont pas remboursés avant la prochaine levée de fonds de la start-up, sont convertis en actions. La liste a été annoncée par le chancelier de l'Echiquier lors de la conférence *Treasury Connect*, qui s'est [félicité](#) de la participation détenue par les contribuables dans « ces start-ups très performantes », parmi lesquelles *Vaccitech* (qui a contribué à la recherche sur le vaccin contre la Covid-19 de l'Université d'Oxford) ou *Century Tech* (plate-forme d'éducation en ligne). Au total, le *Future Fund* a octroyé des emprunts à près de 1 200 entreprises, ce qui implique une augmentation probable du nombre d'entreprises dans lesquelles le gouvernement aura une participation. Si Rishi Sunak présente cet investissement comme une opportunité pour « accélérer l'innovation (...) et renforcer la position de superpuissance scientifique » du RU, le journal *Guardian* s'interroge sur la pertinence des prises de participation publiques dans certaines entreprises, parmi lesquelles un producteur de kombucha et un fournisseur de tricot.

2 [Rapport: UK Megadeals, Past, Present and Future, Beauhurst, Shoosmiths, Septembre 2021](#)

Ce rapport explore les principales caractéristiques et implications des *mega deals* au RU (définis comme des levées de fonds supérieures à 50 M£), dont la forte augmentation ces

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

dernières années témoigne de la maturité croissante de l'écosystème et du bon accès au financement *late stage* :

- 1) Au cours du premier semestre 2021, 51 *mega deals* ont été réalisés (dont 26 *giga deals* de 100 M£ et plus), pour un montant de total de 6,5 Md£. Ce record peut être expliqué par différents facteurs dont la reprise économique post-pandémique, le déplacement des capitaux vers les secteurs technologiques et l'augmentation des montants levés par les fonds de capital-risque..
- 2) L'augmentation, entre 2011 et 2020, des montants et du nombre de *mega deals* (respectivement de 431 M£ à 4,9 Md£ et de 5 à 44), ainsi que du nombre de *giga deals* (de 1 à 16), reflète la taille grandissante des entreprises non cotées et le développement du marché du capital-risque. Il s'explique également par la volonté des entrepreneurs de garder un meilleur contrôle de leur entreprise en reportant leur introduction en bourse.
- 3) La grande majorité des investisseurs prenant part aux *mega deals* entre 2011 et le premier semestre 2021 ont leur siège social aux Etats-Unis et au Royaume-Uni (296 et 246 *deals*), suivis par Singapour, la France et le Japon (respectivement 20, 20 et 17 *deals*). Le top 10 des fonds d'investissements participants est : *Accel* (Etats-Unis), *Woodford Investment Management* (Royaume-Uni), *DST Global* (Hong-Kong), *Temasek* (Singapour), *Insight Partners* (Etats-Unis), *General Catalyst Partners* (Etats-Unis), *BlackRock* (Etats-Unis), *Softbank Vision Fund* (Japon), *Coatue Management* (Etats-Unis), *Tiger Global Management* (Etats-Unis). Si les fonds d'investissements britanniques sont très présents (246 fonds impliqués dans les *mega deals*), il n'y a qu'un seul fonds britannique dans le top 10 du fait d'un nombre de *deals* par fonds plus réduit.
- 4) Les *mega deals* ont principalement profité entre 2011 et le premier semestre 2021 aux secteurs des *fintech* B-to-C (45 *mega deals*, comprenant notamment *Monzo*, *Revolut* et *Wise*), *fintech* B-to-B (44 *mega deals*, dont *Checkout.com*), des applications mobiles (43) et du SaaS (37).

[3 Rapport : Harnessing technology for the long-term sustainability of the UK's healthcare system, Council for Science and Technology, Government Office for Science, Août 2021](#)

Ce rapport souligne le potentiel des *health tech* pour la transformation du système de santé britannique, notamment afin de permettre un service plus personnalisé et une meilleure prévention, et fait trois recommandations au gouvernement :

- 1) La mise en place de deux « démonstrateurs » de technologie, permettant de tester des *health tech* dans l'ensemble du système de santé.
- 2) La création d'un « centre national pour l'amélioration du système de santé », afin de renforcer les compétences en matière de nouvelles technologies et d'innovation et de venir en appui à l'intégration des *health tech*.

3) Le développement de critères d'évaluation des outils numériques, telles que les applications de santé, afin de renforcer leur utilisation et garantir la confiance des patients et des professionnels de santé.

4 La *Financial Conduct Authority* lance les candidatures pour la deuxième édition de la *Digital Sandbox*, axée sur le développement durable

L'autorité des marchés financiers britannique (FCA – *Financial Conduct Authority*) et la *City of London Corporation* ont [lancé](#) le 6 septembre un appel à candidatures (clôturant le 11 octobre) pour la *Digital Sandbox*, qui visera dans sa deuxième édition à soutenir l'essai et le développement de nouveaux produits et services contribuant à la transition vers une économie « *net zero* ». Le projet pilote de *Digital Sandbox*, dont la pérennisation a été recommandée par la [Kalifa Review](#) (rapport visant à renforcer le secteur des *fintech* au Royaume-Uni), permet d'accompagner des essais de technologies innovantes au stade de la preuve de concept, notamment par le renforcement des partenariats entre *start-ups* et institutions financières. Une première édition, menée pendant 11 semaines début 2021, a permis à 28 organisations de tester leurs produits grâce à l'accès à différents outils (APIs, environnement de codage, conseils de mentors, etc.). Selon le [rapport d'évaluation](#) du dispositif, 84 % des participants ont déclaré que l'accès à la *sandbox* avait accéléré le développement de leurs produits de 4 à 6 mois, le gain de temps de développement le plus important étant estimé à 18-24 mois.

5 Le chancelier de l'Echiquier a organisé la première édition du *Treasury Connect*, réunissant des personnalités de la tech britannique

Rishi Sunak, chancelier de l'Echiquier, a [lancé](#) le 14 septembre la première édition du *Treasury Connect* à Londres, réunissant des PDG de grandes entreprises technologiques britanniques et des investisseurs. Durant cette conférence se sont tenues quatre sessions thématiques, sur l'accès au financement, les *fintech*, les talents et les sciences de la vie. Le *Treasury Connect* est présenté par le gouvernement comme une « célébration de l'âge d'or de la tech britannique ».

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 6 et 19 septembre 2021 :

- [Sourceful](#), E-commerce (plate-forme de *supply chain* pour emballage durable) : [Seed, 12,2 M\\$](#)
- [PolyAI](#), AI (plate-forme d'apprentissage machine pour des conversations par IA) : [Série A, 14 M\\$](#)
- [Koyo](#), FinTech (calculateur de crédits par *open banking*) : [Série A, 50 M\\$](#)
- [Vector.ai](#), AI (apprentissage machine appliqué à la gestion du fret) : [Série A, 15 M\\$](#)
- [PassFort](#), Regtech (logiciel d'automatisation du processus de *compliance*) : [Série A, 16,2 M\\$](#)

- [AccuRx](#), *HealthTech* (plate-forme de communication collaborative pour patients et soignants): [Série B, 27,5 M£](#)
 - [PetMedix](#), *PetTech* (traitements d'immunothérapies pour animaux de compagnie): [Série B, 27 M£](#)
 - [Numan](#), *HealthTech* (plate-forme de santé pour hommes): [Série B, 30 M£](#)
 - [OLIO](#), *FoodTech* (plate-forme de partage de produits entre voisins): [Série B, 43 M\\$](#)
 - [Beauty Pie](#), *E-commerce* (abonnement pour produits de beauté): [Série B, 72 M£](#)
 - [Marshmallow](#), *FinTech* (assurances automobile numérique): [Série B, 85 M\\$](#)
 - [Elvie](#), *FemTech* (produits intelligents destinés aux femmes): [Série C \[extension\], 12,7 M£](#)
 - [Form3](#), *FinTech* (services de « *Payment as a service* »): [Série C, 160 M\\$](#)
 - [Matillion](#), *Platform* (plate-forme d'intégration de données dans le *cloud*): [Série E, 150 M\\$](#)
 - [Snyk](#), *Platform* (plate-forme d'appui au développement sécurisé d'applications) : [Série F, 530 M\\$](#)
 - [Touchlight](#), *BioTech* (production d'ADN de synthèse): [Venture Round, 125 M\\$](#)
- 